

Les conséquences économiques du désarmement

Monique Frappier-DesRochers

Volume 39, Number 2, July–September 1963

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/1002733ar>

DOI: <https://doi.org/10.7202/1002733ar>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

HEC Montréal

ISSN

0001-771X (print)

1710-3991 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this article

Frappier-DesRochers, M. (1963). Les conséquences économiques du désarmement. *L'Actualité économique*, 39(2), 316–322.

<https://doi.org/10.7202/1002733ar>

Analyse

Les conséquences économiques du désarmement

Un même postulat et des conclusions identiques rapprochent ces deux études sur les effets du désarmement ¹, à savoir : le désarmement devra être multilatéral, complet et rapide et il sera possible et bien-faisant en tant qu'il aura été planifié et organisé dans tous les secteurs impliqués de la vie économique, ceci nécessitant une surveillance étroite et une aide soutenue de la part de l'État.

La première étude a été réalisée par un groupe de dix experts économistes et démographes sous les auspices du secrétariat des Nations-Unies. Elle a l'avantage de pouvoir considérer dans leur ensemble les effets d'un désarmement mondial, sans devoir faire des concessions politiques à l'égard de telle ou telle grande puissance, ou encore de tel ou tel magnat de la finance. Les experts ont analysé avec une concision remarquable les conséquences d'une semblable transformation sur le monde actuel ; les effets multiples sur les industries, les pays en voie de développement, la main-d'œuvre, le commerce, la recherche scientifique.

Le secrétaire général des Nations-Unies adressa à tous les gouvernements des pays membres une « note verbale » et c'est à partir des réponses reçues que les experts ont pu élaborer le rapport. Deux études effectuées, l'une aux États-Unis ² et l'autre en Angleterre ³, sur les

1. *Economic and Social Consequences of the Disarmament* (Report of the Secretary-General Transmitting the Study of his Consultative Group). Une brochure, 6 p. x 9, 66 pages. — Department of Economic and Social Affairs, United Nations, New York, 1962. (\$0.75).

The Economic Effects of Disarmament, by the Economist Intelligence Unit. Un vol., 6 p. x 9, relié, 224 pages. — University of Toronto Press, Ontario, Canada. (\$5.00).

2. W.-W. Leontief et M. Hoffenberg, « The Economics of Disarmament », *Scientific American*, New York, vol. 204 (4), avril 1961, pp. 47-55.

3. Étude inédite du *Department of Applied Economics*, Cambridge, Angleterre.

matrices inter-industrielles ont aussi servi aux experts pour étudier la possibilité de conversion industrielle. Les deux premiers chapitres constituent en quelque sorte un inventaire des ressources affectées à la défense actuellement dans le monde, et un inventaire des besoins non satisfaits. On conseille aux divers pays de procéder avec minutie à cette sorte d'inventaire avant le désarmement : que chacun connaisse exactement la quantité de capital et de main-d'œuvre qui serait libérée par le désarmement, les qualités de cette main-d'œuvre et sa localisation. Quant aux besoins à satisfaire, ils sont nombreux et diversifiés dans les pays économiquement développés : augmentation de la consommation de biens et de services courants, augmentation des investissements sociaux (tels que développement et construction urbaine), amélioration du transport aérien et routier, conservation et développement des ressources naturelles, multiplication des services de santé et d'éducation, stimulation de la recherche scientifique, utilisation pacifique de l'énergie atomique, exploration de l'espace et de l'Arctique, etc. Pour ce qui est des pays en voie de développement, il est inutile d'insister davantage.

On examine à fond, par la suite, les effets d'un désarmement mondial sur la production nationale et l'emploi à l'intérieur des communautés nationales. Le désarmement soulèverait, par l'intermédiaire des transformations industrielles qu'il provoquerait, un problème de maintien de la demande globale tant à l'intérieur qu'à l'extérieur des pays. On donne à juste titre l'exemple de la conversion de l'économie après la dernière guerre mondiale dans quelques pays d'Europe et d'Amérique. Même si de profondes différences existent entre les deux situations (situation d'après-guerre et situation de désarmement mondial), il n'en reste pas moins que les problèmes qu'elles posent se prêtent à des solutions semblables.

On suggère des moyens de maintenir le niveau de la demande qui devra absorber la nouvelle offre de capital et de main-d'œuvre. Ces moyens sont déjà connus en politique économique, mais on recommande de les adapter à chaque situation particulière ; il est évident que les pays en voie de développement ne rencontreront pas les mêmes difficultés que les pays déjà suffisamment évolués économiquement ; les pays socialistes pourront plus facilement procéder à la reconversion de leur économie que les pays capitalistes, grâce à leur planification coercitive.

Ces problèmes de conversion industrielle sont analysés plus en détail dans un chapitre particulier : on y aborde la question de l'entraînement des démobilisés, celle de la réorganisation du système d'entreprises et d'équipement affecté entièrement ou partiellement à la défense, celle de la concentration de ces entreprises dans certaines régions. C'est sur ces derniers points que l'étude de Leontief et celle du *Department of Applied Economics* de Cambridge ont été utiles. La reconversion de l'économie dans quelque pays que ce soit devra être dirigée et planifiée en majeure partie par le gouvernement central, qui est le seul à posséder les instruments nécessaires pour réussir une telle entreprise.

Un chapitre traite spécialement des effets du désarmement sur le volume et la structure de l'aide aux pays insuffisamment développés. Une déclaration officielle faite aux Nations-Unies par les pays membres révèle que ces pays seront consentants à dépenser une fraction de l'épargne libérée par le désarmement pour les pays retardés ; ce qui aurait pour effet d'augmenter le volume déjà existant de l'aide à ces pays, et de stimuler le taux de croissance de leur économie, but ultime de l'aide officielle.

Le rapport se termine sur une note de confiance : il énumère les conséquences sociales bienfaites d'un désarmement éventuel : règne de sécurité, de confiance mutuelle entre les peuples, amélioration des relations internationales, augmentation du niveau de vie. Pour terminer, disons que le rapport des Nations-Unies pourrait fort bien servir de guide à tous les gouvernements soucieux de mener à bien la grande œuvre du désarmement, que ce soit en pays socialiste ou capitaliste, que ce soit en pays évolué économiquement ou en voie de développement. (Le deuxième volume du rapport des Nations-Unies qui contient les réponses des divers gouvernements et organismes est publié séparément sous forme d'annexe.)

La seconde étude est beaucoup plus pragmatique. L'organisme anglais s'était fixé comme but d'établir le plus précisément possible, au moyen de toutes les données disponibles, les effets d'un désarmement mondial sur chaque secteur de l'économie anglaise. Il est probable que l'étude des Nations-Unies ait passablement aidé l'*Economist Intelligence Unit* dans la direction générale de son analyse. Le travail a consisté en premier lieu à établir la quantité et la qualité des ressources économiques employées actuellement par le budget total affecté à la défense

au Royaume-Uni, à étudier les effets multiples de ces dépenses de défense sur l'économie anglaise et à considérer les meilleures politiques nécessaires pour la conversion des ressources libérées par un désarmement éventuel.

La cueillette des renseignements s'est faite d'une façon un peu différente de celle des Nations-Unies. On envoya à toutes les compagnies susceptibles d'être atteintes directement ou indirectement par un désarmement une lettre et un simple questionnaire (reproduit en appendice au rapport) à remplir sur les points suivants :

- le chiffre d'affaires de la compagnie relevant des contrats de défense ;
- la main-d'œuvre spécialement employée à cette fin ;
- les régions où sont exécutés ces contrats ;
- les secteurs industriels impliqués dans la réalisation des contrats de défense ;
- la proportion des dépenses affectée à la recherche financée par les contrats ;
- l'estimation de la conversion de la production militaire en production de biens et de services civils ;
- l'estimation des problèmes auxquels aurait à faire face la compagnie dans l'éventualité du retrait des contrats de défense.

La première partie représente en somme une analyse détaillée des différentes réponses reçues. Les tout premiers chapitres établissent un inventaire des ressources affectées à la défense par le Royaume-Uni à l'intérieur ou à l'extérieur du pays, et présentent d'une façon générale les problèmes. Puis les chapitres qui suivent examinent de plus près les effets du désarmement dans les secteurs industriels particulièrement engagés dans la défense : avionnerie, électronique, génie maritime, construction navale et quelques autres. La main-d'œuvre employée par le gouvernement dans les services et l'approvisionnement (200,000 personnes) devrait en partie être réorientée et entraînée. Cependant, une bonne fraction pourrait être rengagée par le gouvernement lui-même, spécifiquement le personnel administratif inférieur. Quant à la main-d'œuvre employée dans la production et la recherche, il y a lieu de distinguer selon les régions et les spécialités. Les travailleurs spécialisés dans les manufactures (101,456 personnes) pourraient être assez

facilement embauchés dans les grandes régions métropolitaines et dans d'autres régions des Îles britanniques où la demande pour le travail spécialisé est supérieure à l'offre. En Écosse, néanmoins, on note que le taux de chômage actuel ne permet pas d'entrevoir une absorption de l'offre de travail disponible par suite du désarmement. On croit que les scientifiques pourraient assez facilement être rengagés par le gouvernement pour des fins pacifiques. En plus, la démobilisation des forces armées jetterait sur le marché du travail la majorité des 478,000 personnes engagées. Même dans une économie de plein emploi, le gouvernement devrait procéder à l'entraînement et au rétablissement de cette main-d'œuvre. On estime à 1,000 livres sterling *per capita*, soit au total 400 à 500 millions de livres sterling, la somme que devrait dépenser le gouvernement pendant deux ans afin d'accomplir cette tâche.

On conçoit assez aisément que des industries comme celle de la construction d'avions serait particulièrement touchée par l'abolition des contrats de défense. Au Royaume-Uni, elle perdrait 70 p.c. de sa production à cause de la disparition des marchés ; elle devrait remplacer 80 p.c. de ses dépenses affectées à la recherche et au développement et réorienter 45 p.c. de sa main-d'œuvre. Si l'on ajoute à ces transformations les effets de multiplication, on réalise l'ampleur du problème dans ce secteur industriel et la nécessité de l'aide gouvernementale. L'industrie devrait dans une forte mesure, du moins au début, exporter sa production et étendre son réseau. Elle devrait en plus, même si cela se révélait difficile, diversifier sa production.

L'industrie de l'électronique pourrait être moins affectée par le désarmement : 20 p.c. de sa production totale devrait être transformée ou remplacée et 17 p.c. de sa main-d'œuvre devrait être liquidée. Cependant, comme cette industrie possède déjà un taux de croissance élevé, les problèmes de reconversion seraient moins aigus ; on estime néanmoins que des diminutions de la taxe de vente stimuleraient la demande d'une façon appréciable.

Un autre secteur où le gouvernement devrait faire preuve de vigilance est celui de la construction navale et du génie maritime. La main-d'œuvre affectée à la construction de bateaux pour la défense est difficilement transférable : main-d'œuvre excessivement spécialisée, elle ne peut servir à des emplois extérieurs à cette industrie ; et à l'intérieur, la demande accuse déjà une baisse. L'État devra diminuer ses contrats lentement pour éviter le chômage ; c'est ce que du moins pensent les

auteurs du rapport. Ce moyen me semble pour le moins étrange : que faire de bateaux pour lesquels il n'existe plus de demande ? Le génie maritime pour sa part serait plus facilement utilisable après le désarmement, sa main-d'œuvre étant plus malléable. Cependant un taux d'intérêt peu élevé encouragerait la modernisation de l'équipement, et il reste à trouver certains moyens pour opérer le transfert d'une partie de la main-d'œuvre de l'industrie vers d'autres secteurs plus prospères.

On cite quelques autres secteurs susceptibles d'être affectés indirectement par un désarmement. Ce sont l'industrie des véhicules-moteurs, le génie mécanique, le génie électrique, l'artillerie, les explosifs ; ces secteurs sont analysés rapidement. Des problèmes semblables à ceux qui sont cités plus haut seraient provoqués par le désarmement et les solutions requerraient vraisemblablement une part d'assistance gouvernementale.

Tout comme dans le rapport des Nations-Unies, un rappel de la conversion de l'économie de guerre en économie de paix sert d'introduction à la seconde partie. On compare les moyens employés aux États-Unis et au Royaume-Uni et la réussite de la transformation dans les deux pays. Cependant, on note que les conditions actuelles sont différentes dans les deux pays et que, par conséquent, les remèdes peuvent différer aussi. Cette seconde partie du volume est consacrée aux périodes de transition et de « post-transition » qui suivraient nécessairement l'ordre de désarmer. On estime à deux ans la période idéale nécessaire pour la transition. On y étudie particulièrement d'abord la démobilisation des forces armées et du personnel du service civil employé à la défense, démobilisation qui s'effectuerait pendant les deux premières années. On prend ensuite en considération la prévision des dépenses de consommation, d'investissement public et privé jugées essentielles durant la transition et maintenues après celle-ci.

Il est amusant de constater au cours de ces chapitres l'insistance avec laquelle on rapproche la situation économique anglaise de celle des États-Unis, que l'on cite toujours à titre d'exemple à suivre. Le chapitre sur la redistribution de la consommation privée est traité d'une façon très intéressante ; on se base sur de nombreuses études effectuées en Grande-Bretagne sur la demande de biens de consommation. Des tableaux statistiques indiquent l'incidence d'une augmentation des revenus et l'incidence de taxes de vente sur la demande de certains biens.

On y voit même calculé l'élasticité-prix de la demande, les effets de revenus et de substitution, à partir des variations du revenu disponible dues aux transferts de sécurité sociale ou autres assistances gouvernementales. Toute cette analyse est basée sur la distribution actuelle des dépenses. On arrive à la conclusion que l'augmentation des dépenses de consommation se ferait surtout sentir sur l'achat de biens durables : automobiles, appareils ménagers, appareils de radio et de télévision. En fait, une augmentation de la demande dans les secteurs manufacturiers durement affectés par le désarmement serait bienfaisante. Quant aux méthodes d'augmentation des revenus disponibles des consommateurs, elles sont déjà connues : réduction de l'impôt sur le revenu (augmentation d'exemption à la base ou diminution des taux selon que l'on désire viser les classes à bas revenus ou à revenus plus élevés) réduction des taxes de vente, multiplication des services sociaux, augmentation des programmes de sécurité sociale, etc.

Le rapport se termine par la comparaison entre le revenu qui sera libéré par l'arrêt des contrats de défense et le coût que devra encourir nécessairement le gouvernement afin de maintenir le niveau de la demande globale et aider à la reconversion industrielle. Quel que puisse être le coût de l'opération, l'État devra soutenir la demande globale. Dans le rapport des Nations-Unies, on adoptait cette même attitude ; cependant, on semblait croire que de toute évidence, les revenus libérés seraient supérieurs aux coûts. Le rapport du Royaume-Uni est moins optimiste ; on nous laisse sur un doute : il n'est pas certain que les coûts seraient inférieurs aux revenus, évalués au Royaume-Uni à 1,500 millions de livres sterling. S'ils l'étaient, on suggère de profiter du surplus pour rembourser la dette nationale. Si le contraire se produisait, c'est évidemment la dette nationale elle-même qui augmenterait. De toute façon, le coût financier est considéré comme de seconde importance.

Ces deux documents et le rapport Benoit aux États-Unis représentent de la part des pays en cause des initiatives encourageantes et de première importance dans le domaine des recherches mondiales pour la paix.

Monique FRAPPIER-DESROCHERS,
professeur à la faculté des Sciences sociales (Montréal).